

Conclusion : Identités, impuissance et société civile

Sébastien Brunet
Administrateur général, Institut Wallon de
l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique
(IWEPS)

1. Introduction

Une enquête auprès des citoyens wallons, rassemblant plus de 1300 personnes interrogées en face à face sur des questions relatives à l'identité, la confiance aux institutions, le sentiment d'impuissance, la mobilité, l'immigration, l'engagement politique et associatif..., s'inscrit dans une démarche scientifiquement rigoureuse visant à mieux appréhender une partie de la réalité dans laquelle sont plongées nos sociétés. La prudence est ici de mise car il n'est aucunement question d'affirmer qu'une enquête, quelle qu'elle soit, puisse nous dire et révéler le réel ou la *Ding an sich* pour reprendre une expression kantienne. Cependant, nous pouvons raisonnablement mobiliser les données issues de cette démarche quantitative pour tirer des analyses qui permettent d'éclairer avec suffisamment de fiabilité des facettes importantes de ce qui caractérise la société wallonne contemporaine. Cette fiabilité des travaux qui ont été présentés tout au long de cet ouvrage est comparable à un édifice composé de trois étages. Les fondations sont constituées des étapes préparatoires à la passation du questionnaire. Il s'agit là des choix méthodologiques posés qui concernent le type d'échantillon, sa grandeur, la taille du questionnaire, la formulation et l'agencement des questions, la période au cours de laquelle l'enquête est réalisée... Le rez-de-chaussée de cette construction est relatif à la passation elle-même du questionnaire, à la manière dont les enquêteurs conduisent leur mission de collecte de données, à la qualité du dispositif de suivi mis en place pour garantir une homogénéité à la fois dans le temps et l'espace de ce moment d'enquête auprès des citoyens wallons. A cet égard, les

chercheurs de l'IWEPS ont élaboré et mise en œuvre un dispositif spécifique et inédit de sélection, de formation et de vérification du travail de terrain réalisé par les enquêteurs. Ce dispositif a fortement contribué à la production de données de qualité pour l'ensemble des personnes interrogées. Le premier étage de notre édifice BSW (Baromètre social de la Wallonie) est, quant à lui, constitué de l'ensemble des travaux d'analyse réalisés par les chercheurs qu'ils soient ou non repris dans le présent ouvrage. Enfin, cet édifice quantitatif qui nous parle de la Wallonie et de ses habitants n'a de sens que s'il s'inscrit dans une démarche temporelle longue qui permet de pointer du doigt les grandes évolutions et transformations qui traversent notre société. Sans cette inscription dans le temps long, aucune analyse comparative ne serait possible et les données collectées se résumeraient à prendre une simple photographie sans contexte ni point de référence. Car ce dont nous parle le Baromètre social de la Wallonie, sont des phénomènes qui impactent durablement nos sociétés tout en nous parlant intimement des individus, de leurs représentations, perceptions et attitudes. Toutefois, si les données et les analyses issues du BSW nous éclairent sur la réalité wallonne, elles suscitent également la curiosité du chercheur en traçant sur le sol aride de la complexité des phénomènes sociaux, des pistes d'investigation complémentaires tant quantitatives que qualitatives.

Fondamentalement, les contributions de cet ouvrage, chacune à leur manière, nous racontent une histoire particulière de la Wallonie et de ses habitants en mettant en exergue, ici et là, des caractéristiques fondamentales de notre société, caractéristiques qui peuvent être utilement mobilisées pour l'élaboration et le déploiement des politiques publiques. Les présentes conclusions vont tenter de rassembler ces histoires spécifiques en un récit qui dépasse la somme de ses composantes et qui nous invite à reconsidérer à la fois notre compréhension du monde et notre capacité d'action sur celui-ci.

Au cours de cet exercice de reconstruction, nous tâcherons de ne pas « mépriser les questions qu'un vrai scientifique ne doit pas se poser » (Pignarre et Stengers, 2007). Ces questions sont fondamentalement de nature politique et portent donc non seulement

sur les orientations générales que nos sociétés se donnent mais également sur la manière dont celles-ci s'organisent pour y arriver. Ainsi, « les questions dont on ne peut prononcer le nom » qui se trouvent en filigrane de ces conclusions, sans toutefois prétendre y apporter de réponse, adressent, à partir des enseignements du BSW, le difficile problème de la place de la démocratie et de la détermination de l'action politique dans un monde guidé, ensorcelé et soumis par les impératifs budgétaires, économiques et financiers. Ces impératifs internationaux, qui nous contraignent tous et dont personne n'est responsable, questionnent notre impuissance face aux changements et posent indirectement la question du sens de l'action politique et de ses effets.

2. Identités complexes et repli sur soi

Les personnes interrogées lors de l'enquête du Baromètre social de Wallonie ont clairement confirmé que depuis 25 ans en effet, on ne peut pas parler de référence mono-identitaire mais plutôt d'un sentiment identitaire multiple où coexistent des identités complémentaires et non-exclusives (voir Italiano et Jacquemain dans le présent ouvrage). Cela signifie donc que les identités ne sont plus cette référence unique et mobilisatrice qui s'impose de manière monolithique dans les discours et représentations des citoyens mais qu'au contraire elles s'additionnent. Au contraire, les citoyens semblent habiter concomitamment plusieurs identités sans pour autant que cette situation soit une mise en concurrence particulièrement âpre de celles-ci. On se sent à la fois Belge, Wallon et Européen sans parler d'autres sentiments identitaires tels que ceux relatifs aux préférences sexuelles, aux orientations philosophiques et religieuses ou encore aux loisirs... Dès lors, les politiques publiques qui s'adressent aux citoyens dans des domaines aussi diversifiés que la sécurité, l'emploi, l'enseignement, l'économie, la mobilité, l'environnement, la santé, la recherche scientifique, l'action sociale, le logement ou encore pour terminer une liste qui n'est pas exhaustive, la défense, doivent intégrer dans leur élaboration et leur mise en oeuvre cette dimension multi-usages de l'identité et la manière dont les citoyens en jouent ou non. Et à cet égard, les Wallons ne semblent pas complexés par rapport à

leurs identités nationale, régionale et européenne, au contraire, ils en sont plutôt fiers et de manière croissante au fil des années. Ces catégories identitaires permettent aux Wallons de mobiliser un large éventail de registres différents en fonction des circonstances dans lesquelles ils se trouvent. Ce constat participe à un phénomène plus large encore que Bréchon (voir chapitreXX) qualifie « d'individualisation ». Il ne s'agit pas de décrire par ce processus une société qui deviendrait de plus en plus individualiste et où l'individu deviendrait la mesure de toute chose mais bien de définir une société dans laquelle les individus deviennent des acteurs de leur vie en se détachant de leur pilier traditionnel et en choisissant eux-mêmes de poser les actes de leur vie. Les catégories n'enferment plus les individus mais deviennent autant d'outils et de points de référence à leur disposition en fonction de leurs aspirations. A cet égard, il est remarquable de noter que si nos sociétés sont emportées par le souffle de la mondialisation, celle-ci ne semble pas s'accompagner d'une standardisation et d'une convergence des valeurs au niveau européen (Bréchon, dans le présent ouvrage). Ce qui s'uniformise, ce ne sont pas les valeurs, mais c'est la liberté qu'ont les citoyens de les épouser ou non.

Ces identités complexes ne sont cependant pas nécessairement synonymes d'une plus grande tolérance face à la différence ou encore d'une diminution des phénomènes de « repli sur soi ». A cet égard, la contribution de Marfouk dans le présent ouvrage illustre à quel point les représentations des Wallons sont erronées en matière d'immigration et sont corrélées à un jugement négatif du poids de l'immigration sur la sécurité sociale et l'emploi. D'une part, une large majorité de personnes interrogées surévaluent la part réelle de l'immigration dans la population globale. Cette surévaluation, de près du double de la réalité, est loin d'être une exception au regard d'autres enquêtes menées au niveau international. La Wallonie se situerait même plutôt dans les « bons élèves » si tant est que l'on puisse qualifier positivement ce phénomène de surestimation qui se caractérise par des formes de stigmatisation des populations immigrées. Par ailleurs, se sentir à la fois belge, wallon et européen n'empêche manifestement pas les répondants d'exprimer un sentiment de différenciation fort et en augmentation constante avec les Flamands

mais également de manière plus générale avec d'autres groupes. Italiano et Jacquemain (chapitreXX) suggèrent prudemment une interprétation en termes de « chacun chez soi ».

Curieuse et complexe situation que celle des populations européennes contemporaines et plus singulièrement des Wallons qui tout en s'individualisant semblent se replier sur elles-mêmes. Un peu comme si l'ouverture des choix et des possibles que permet l'individualisation était compensée par un ancrage identitaire multiple et de forte différenciation. Ainsi, on sent européen mais différent des Français, Hollandais et Allemands, on se sent belge mais différent des Flamands. On pourrait sans doute poursuivre le raisonnement en se demandant si le fait de se sentir wallon s'accompagne lui-aussi d'un phénomène de différenciation... On pourrait alors se sentir wallon mais différent des Hennuyers, des Liégeois, des Namurois, des Luxembourgeois ou encore des Brabançons wallons en fonction de son propre ancrage provincial. Mais cette hypothèse ne peut être ni infirmée ni confirmée dans l'état actuel des données du Baromètre social de la Wallonie. Cependant, des indices sont palpables quand on étudie (voir Meulewaeter *et al* dans cet ouvrage) la relation qu'entretiennent les Wallons avec l'obligation de voter. Contre toute attente, dans l'hypothèse d'une suppression du vote obligatoire, nous n'assisterions pas à une défection massive des électeurs. Au contraire, une large majorité de citoyens continuerait d'aller voter pour tous les niveaux de pouvoir, avec une mobilisation plus forte encore pour les élections locales ou communales. Ainsi, le niveau politique le plus proche des citoyens serait beaucoup plus largement soutenu confirmant dans la foulée cette idée que les identités se complètent et s'articulent les unes aux autres à la manière dont on enchâsse des poupées-russes.

Nos identités seraient donc multiples, complémentaires tout en s'inscrivant dans un processus de différenciation dont les racines profondes doivent encore être découvertes mais qui ne sont pas sans rapport avec l'échelle territoriale au niveau de laquelle se déploie la politique.

3. **Puissance publique et tiers d'impuissance**

Le moteur du politique est l'action, l'action structurante, l'action qui accompagne le développement de nos sociétés, celle qui anticipe les phénomènes socio-économiques et les provoque tout en permettant au collectif d'exister et en veillant à l'épanouissement de ses composantes individuelles. La capacité d'agir sur le monde, de le façonner selon nos principes et valeurs, est donc au cœur de l'action politique. Les responsables politiques reçoivent, à échéance régulière, le mandat de la part des citoyens afin d'agir en leur nom dans l'intérêt général. Les élections peuvent s'assimiler à un double mécanisme à la fois de concentration et de transfert du pouvoir. Une fois cette délégation de pouvoirs opérée, les citoyens n'en restent pas moins des êtres dotés d'une certaine capacité d'agir qui peut être mesurée par le sentiment de puissance ou d'impuissance.

C'est à cet égard que les données du BSW sont particulièrement interpellantes. En effet, Cardelli et Bornand ont montré dans le présent ouvrage qu'une très grande majorité des personnes interrogées (plus de 75%) exprimait un sentiment d'impuissance face aux changements auxquels la société contemporaine était confrontée. Mais toujours selon les mêmes auteurs, ce sentiment d'impuissance prégnant ne serait pas synonyme d'un désengagement politique généralisé se traduisant par des citoyens résignés, a-politiques et désengagés. Au contraire, à côté des formes d'engagement politique classiques (partis et organisations syndicales) qui sont par ailleurs en diminution constante, les citoyens sont de plus en plus engagés dans le monde associatif au sens large. Paradoxalement, si nous avons donc des citoyens exprimant un profond sentiment d'impuissance sur le plan politique, ceux-ci toutefois agissent en s'investissant fortement dans des organisations non-politiques comme celles actives dans la culture, le sport, les loisirs, l'éducation, l'aide aux personnes... En Wallonie, cette société que l'on qualifie de « civile » a donc un ancrage fort et bénéficie d'une belle vitalité.

L'existence de ce paradoxe est-il un signal négatif en termes de dynamique politique ? Pas du tout, car lors de l'enquête, les personnes interrogées n'ont absolument pas remis en question les fondements du

système démocratique. Si la confiance s'érode envers certains acteurs particuliers comme les partis politiques et les médias, la Wallonie n'est pas une terre de méfiance généralisée envers les institutions et où les citoyens seraient apathiques et désenchantés.

Cependant, l'investissement important des citoyens dans le monde associatif accompagné d'un désengagement dans les structures politiques classiques peuvent être analysés à la lumière du concept de gouvernance qui désigne une forme de retrait du politique et de perte de centralité des institutions étatiques. La théorie de la gouvernance suppose en effet une institution étatique qui perd sa position hiérarchique et dominante par rapport à l'ensemble des acteurs non-gouvernementaux comme les entreprises (des plus petites au plus grandes et multinationales) et les associations qu'elles soient environnementales, de protection des consommateurs, de loisirs ou autres... Aussi, face à cette diversité d'acteurs, cette société civile active et multiple, l'identification de l'intérêt général devient un exercice de plus en plus délicat surtout pour des responsables politiques qui ont perdu leur place prédominante et qui doivent faire face à des acteurs qui non seulement ne sont pas égaux (tant sur le plan des moyens que des objectifs) mais qui en outre peuvent avoir des visions du monde diamétralement opposées.

Le concept de gouvernance met donc en exergue une autre conception de l'organisation du pouvoir et de la façon de gouverner la société (Rhodes, 1996) où une place prépondérante est laissée aux acteurs non-politiques.

Dans ce contexte, où la puissance publique est considérablement réduite puisqu'elle laisse la place à d'autres acteurs dont la vocation première n'est justement pas politique, certains auteurs vont même jusqu'à parler d'une certaine « impuissance publique » face aux enjeux et aux acteurs de la mondialisation (Pignarre et Stengers, 2007).

Cette impuissance publique transpire non seulement quand les citoyens wallons nous disent parler « d'impuissance publique » tant les discours politiques nous expliquent « qu'il faut bien... », que « nous n'avons pas le choix... », que « c'est au niveau européen que tout se décide... ». A titre d'illustration, les politiques d'austérité bud-

gétaire qui frappent durement des domaines aussi essentiels que l'éducation, la santé et la culture, menées aujourd'hui un peu partout en Europe et à propos desquelles de nombreux scientifiques tirent la sonnette d'alarme, semblent être inévitables sans que personne ne soit visiblement en position de les faire changer. Les indicateurs économiques, les politiques européennes, ces règles que nous nous donnons sont autant de « tiers d'impuissance » qui nous capturent et nous forcent à la résignation. Car l'impuissance ne vient pas de nous mais bien de tiers auxquels nous accordons ou nous laissons trop d'importance. Ces « tiers d'impuissance » nous expliquent à grands renforts d'expertise *ad hoc* ce que nous devons accepter pour notre plus grand bien. L'acceptation est d'autant plus inévitable que nous ne disposons pas d'instances de contre-expertise capables de démystifier ces discours qui aliènent le bon sens politique et qui relèguent loin l'intérêt général. La question est de savoir comment contrebalancer de tels phénomènes de capture ?

A cet égard, le monde associatif offre un terrain fertile à l'émergence de ce type de contre-expertise et de connaissances d'usage. On peut par exemple faire référence aux associations de patients qui ont, dans le traitement de la maladie du sida, réussi à faire reconnaître un certain nombre de revendications (mise à disposition de médicaments, recherche, droits des malades) aux dépens de l'industrie pharmaceutique (Pignarre et Stengers, 2007). C'est aussi un peu ce que nous enseigne le BSW quand il met en exergue cette vitalité associative qui caractérise la société wallonne.

Aussi, si les citoyens wallons ont clairement indiqué qu'ils avaient intégré dans leur vision du monde cette dimension d'impuissance publique qui emporte tout sur son passage, ils nous ont également indiqué que d'autres voies étaient possibles, des voies qui passent notamment par un renforcement du tissu associatif et du lien social.

Enfin, si le sentiment d'impuissance qui ressort du Baromètre social de la Wallonie est étroitement lié à la perte de centralité des pouvoirs publics telle que la théorise la notion de gouvernance, cela signifie que les responsables politiques ont à leur disposition un double mécanisme d'action. D'une part, ils peuvent stimuler la société

civile en contrebalançant les phénomènes de déséquilibres entre acteurs, et d'autre part, ils peuvent dénoncer eux-mêmes les discours mobilisant les « tiers d'impuissance ».

Bibliographie :

Adam B. (1998), *Timescapes of Modernity*, Routledge, Oxford.

Brunet, S. (2007), *Société du risque: quelles réponses politiques?*, L'Harmattan, Paris.

Giddens Anthony (1990), *The Consequences of Modernity*, Polity Press, London.

Pignarre P. et Stengers I. (2007), *La sorcellerie capitaliste*, La Découverte, Paris.

Rhodes, R.H.W. (1996), « The New Governance: Governing without Government », *Political Studies*, 44, pp.652-667.

Stengers I. (2013), *Au temps des catastrophes*, La Découverte, Paris.